

Le télétravail survivra au coronavirus

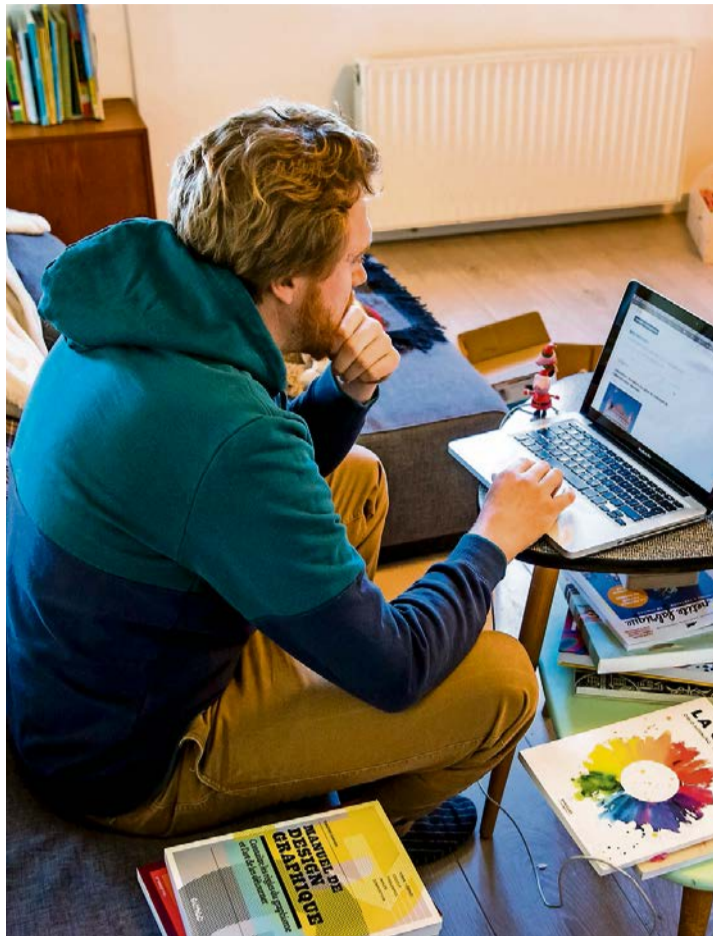
L'expérience forcée se poursuit dans de nombreuses firmes. Voici pourquoi

Les annonces se succèdent. De nombreuses entreprises révèlent qu'elles prolongent l'expérience en télétravail imposée par le coronavirus. Cela vaut notamment pour les groupes Google et Facebook, qui ont invité leurs employés à travailler chez eux jusqu'à la fin de l'année 2020, mais aussi pour le groupe automobile PSA. La tendance se confirme également chez les très conservateurs syndicats français, qui ont demandé l'ouverture de négociations sur le sujet.

Même des professions qui n'étaient a priori pas destinées au télétravail, comme les enseignants, ont dû s'y mettre. Et les formateurs de cadres ont multiplié les heures supplémentaires durant le coronavirus: «Nous n'avons jamais autant travaillé, explique Annika Månsson, fondatrice de Happy at Work, à Genève. Nous avons dû agrandir la société en urgence pour répondre à plusieurs entreprises, comme l'EPFL, qui nous ont demandé de monter très rapidement des programmes pour soutenir les personnes en télétravail.»

Si le départ à la maison avec le portable sous le bras s'est fait dans des circonstances acrobatiques, il a donné des idées à tout le monde. «La crise a montré que nous pouvions faire beaucoup plus de télétravail que nous l'imaginions, et ça va continuer après le 11 mai. À mon avis, c'est une modernisation de notre façon de travailler qui survivra à la crise», estime l'économiste Nicolas Bouzou, auteur notamment de «La comédie (in)humaine» (L'Observatoire, 2018).

«Nous avons fait des centaines de séances de coaching, et beaucoup d'interlocuteurs nous ont dit qu'ils ne veulent pas revenir aux pratiques d'avant, ajoute Annika Månsson. La flexibilité que permet le télétravail aura un impact positif sur la Suisse, où les entre-



On est parfois plus efficace à la maison qu'au bureau.

prises pensaient que ce serait trop compliqué à mettre en place.»

Évidemment, ce changement radical dans la manière de travailler a perturbé plus d'un manager. «Chez les cadres, le refus du télétravail était lié au manque de confiance dans les collaborateurs, estime Nicolas Bouzou. Or la confiance, c'est ce qui manque le plus dans le management. Grâce à cette crise, les entreprises sont en train de devenir adultes du point de vue managérial. C'est un immense changement.»

Et puis, les entreprises ont fait leurs comptes. Elles ont découvert des statistiques qui plaident pour cette nouvelle manière de travailler. «Il y a par exemple le temps perdu dans les trajets, relève Isabelle Chappuis, fondatrice du Future Skills Lab de l'Université de Lausanne. Et d'autres études qui prouvent que le travail

depuis la maison peut être jusqu'à 13% plus efficace qu'au bureau, sans parler de son impact positif sur l'environnement. Maintenant que les entreprises ont testé ces meetings virtuels, il va y avoir une pesée d'intérêts entre les réunions physiques qui sont très bonnes pour les équipes agiles qui doivent créer des nouveautés, et les autres séances où les réunions virtuelles suffiront.»

Économies à la clé

D'autres managers entrevoient des possibilités de réaliser des économies. «Cette montée du télétravail aura un impact sur la manière dont sont structurés les bureaux, estime Nicolas Bouzou. On se rend compte que nous avons dépensé des loyers qui sont relativement importants pour être installés en plein cœur des grandes villes. On peut facilement

imaginer des entreprises qui conserveront une partie de leurs équipes dans ces immeubles, et qui laisseront les autres en télétravail.»

Isabelle Chappuis confirme: «Avant, il fallait être au centre-ville avec de très beaux locaux. Demain, il sera tout aussi important de s'offrir une super infrastructure digitale qui permettra de soutenir les employés qui restent à la maison.» La Lausannoise voit aussi les rémunérations évoluer dans l'après-coronavirus. «On peut imaginer que le modèle traditionnel de travail, 5 jours sur 7, de 9 à 17 h et avec une rémunération mensuelle, devienne un peu obsolète. Les employés qui ont goûté à des horaires plus souples y ont pris goût, et les dirigeants ont vu que leurs employés sont capables d'être productifs à des heures tout à fait bizarroïdes.»

Côté inconvénients, «il ne faut pas oublier le difficile mélange entre la vie privée et la vie professionnelle, surtout quand les deux se télescopent dans notre salon et qu'ils posent des problèmes d'efficacité, d'organisation et de concentration», observe Annika Månsson. Sans oublier le stress qui est différent. «Vous ne pouvez pas échanger avec votre voisin, vous ne pouvez pas voir les réactions physiques de vos interlocuteurs. Et puis, ces séances virtuelles demandent beaucoup de concentration. Il faut les interrompre souvent pour faire des pauses, sinon vous terminez la journée très fatiguée.»

Enfin, et à plus long terme, Isabelle Chappuis voit cette crise du coronavirus comme «un tour de chauffe qui peut nous préparer aux autres disruptions à venir. Quand on voit à quel point les métiers peuvent changer à cause d'un virus, cela nous permet de réfléchir avec un peu d'anticipation à d'autres révolutions qui arrivent, comme l'automatisation, la robotisation, ou l'impact de contraintes environnementales, qui pourraient elles aussi faire évoluer les métiers très rapidement.» **Jocelyn Rochat**

Les grévistes du climat veulent une grève militaire

Les sections vaudoise et genevoise du mouvement prient Berne de réformer ou de supprimer l'armée

Les activistes vaudois et genevois du mouvement Grève du Climat s'apprentent à faire «grève militaire». En refusant la conscription obligatoire et le paiement de la taxe d'exemption - quitte à finir aux poursuites.

«Nous n'acceptons pas de donner de l'argent et du temps à votre institution polluante, violente, discriminatoire, machiste, nationaliste, autoritaire, coûteuse et inutile», peut-on lire dans une lettre ouverte adressée au Conseil fédéral et à l'armée. Les militants en appellent à une «modification radicale» de la grande muette, voire à sa suppression pure et simple, en raison d'un potentiel de «nuisance» et de son «impuissance» présumée dans la crise sanitaire. Tout en qualifiant au passage de «minable» le plan climat de la Confédération.

L'activiste Loris Socchi, 19 ans, conteste toute provocation au lendemain de la mobilisation effective de plus d'un millier de militaires dans les hôpitaux suisses en réponse à la crise sanitaire. «L'armée a certes joué un rôle, mais il aurait très bien pu être rempli par d'autres institutions qui ne néces-

sitent pas le financement d'une aviation, de chars et de fusils, estime cet étudiant laborantin. On ne dit pas que le service civil est mauvais et devrait être arrêté, au contraire.»

Le jeune Lausannois concède toutefois que le timing n'est pas le plus opportun pour ouvrir le débat. «Nous ne l'avons pas choisi: il correspond au fait que les taxes d'exemption viennent d'être notifiées», précise celui qui a été déclaré inapte à la conscription obligatoire - pour des raisons non médicales. «J'ai été honnête envers l'armée, en disant que je ne voulais pas la faire.» Si bien qu'il a aussi été privé de service civil... mais pas de la taxe militaire.

L'initiative des militants lémaniques ne fait pas l'unanimité au sein de Grève du Climat-Suisse. «Les groupes des différentes régions sont souverains quant à leurs prises de position et leurs actions. [...] Il ne s'agit ici donc que des cantons de Vaud et de Genève, peut-on lire sur sa page Facebook. Certains groupes régionaux jugent que l'armée est aussi un sujet important.»

«Une action au niveau national prend plus de temps car il faut que tout le monde soit d'accord, rétorque Loris Socchi. On n'avait pas le temps: le délai pour payer la taxe d'exemption est de 30 jours.» **Benjamin Pillard**

Le chiffre

70

En pour-cent, la proportion d'étrangers dans les prisons suisses. Elle n'a jamais été aussi basse en 15 ans: sur les 7000 personnes incarcérées à la fin de janvier, 4807 étaient de nationalité étrangère. Les prisons ne sont pas surpeuplées, avec un taux d'occupation de 93,7%, sur un total d'environ 7400 places. La proportion de femmes parmi les personnes incarcérées est très faible (5,8%). **ATS**

Scandale

L'affaire CarPostal connaît un nouveau rebondissement

Dans le sillage de l'affaire CarPostal, Fedpol a découvert des incohérences à l'Office fédéral des transports. Le Ministère public de la Confédération mène une procédure contre inconnu pour de possibles octrois d'avantages. Le MPC a reçu des accusations pénales de la part de l'Office fédéral de la police le 22 mars 2019. Il a ouvert une procédure pénale contre inconnu pour suspicion d'octroi d'avantages, a-t-il indiqué lundi. **ATS**

Sion (VS)

Un décès à l'hôpital serait dû à un fromage contaminé

Quatre patients du Centre hospitalier du Valais Romand pourraient avoir été infectés aux listérias en consommant du fromage durant leur séjour à l'hôpital. Ils ont été diagnostiqués entre le 30 mars et le 2 mai. L'un d'eux, souffrant d'une grave maladie oncologique, en est décédé. La Käserer Vogel, à Steinerberg (SZ), a informé ses clients avoir décelé des listérias lors d'un contrôle interne, début mai. À Sion, les fromages incriminés ont immédiatement été retirés. **ATS/P.M.**

Alerte à la bombe

Berne Le centre du village de Pieterlen a été bouclé lundi pendant deux heures en raison d'une alerte à la bombe. Le dispositif policier a été levé en début d'après-midi, aucun engin suspect n'ayant été découvert. **ATS**

Jeunes et rebelles

Neuchâtel Entre 200 et 300 jeunes alcoolisés se sont rassemblés dans la nuit de samedi à dimanche au bord du lac à Auvernier, en dépit des restrictions. La police a renoncé à intervenir pour des questions de sécurité, a-t-elle annoncé lundi. **ATS**

Réouverture des écoles

«Ma seule peur,

Critiqué, le ministre français de l'Éducation dénonce ceux qui ne voient dans l'école «qu'un terrain de jeu politique»

Alain Rebetez Paris

Quelle est votre principale crainte en lien avec la reprise de l'école, ce lundi?

Ma seule peur, c'est la peur de la peur. Nous avons maintenant besoin de retrouver un mode de fonctionnement qui tienne compte du virus mais qui ne soit pas habité par la peur. L'objectif est de faire revenir les enfants à l'école, notamment ceux qui en ont le plus besoin, or ce sont précisément les plus défavorisés qui a priori reviendront le moins spontanément à l'école. Il faut recréer un cercle vertueux de confiance.

Pourquoi commencer par l'école primaire?

Ce qui a présidé à mes choix, c'est le fait que l'école primaire est une priorité absolue en France. Je le disais avant la crise et ne cesse de le dire depuis trois ans: l'école primaire est absolument fondamentale si l'on veut limiter les décrochages scolaires et hausser le niveau du pays. Imaginer un enfant de 7 ans qui n'a pas eu d'école pendant six mois serait pour moi très difficile, a fortiori s'il vient d'un milieu défavorisé.

Et que répondez-vous à ceux qui disent qu'en un mois et demi, on ne fera pas grand-chose?

Ce qui caractérise mes décisions, c'est toujours d'éviter l'école-garderie. C'est d'avoir une école pertinente et sérieuse sur le plan pédagogique. On n'est pas là juste pour être là, mais pour avancer! Y compris pour l'enfant lambda qui n'a pas de problème particulier. Même s'il ne revient que quelques jours, ce nouveau contact est extrêmement important.

Beaucoup de parents craignent la contagion à l'école. Que leur dites-vous?

Qu'on ne part pas de zéro. Pendant le confinement, on a accueilli pendant deux mois 30 000 enfants du lundi au dimanche en soutien au personnel soignant: nous n'avons pas noté de problèmes de santé particuliers. C'est quand même de nature à rassurer.

Quel bilan tirez-vous de l'enseignement à distance?

Notre système «Ma classe à la maison» a totalisé 2,66 millions de familles inscrites et 454 000 professeurs l'ont utilisée... J'en ai préparé la conception après l'ouragan Irma à Saint-Martin, en septembre 2017. On a mis deux ans à le préparer et il était prêt au moment du confinement... Évidemment, c'est moins bien que si l'enfant allait à l'école, mais on a réussi à atteindre un taux de décrochage relativement faible: il était de 8% des élèves au début du confinement et a baissé à 4% maintenant, soit à peu près 500 000 élèves.

Le retour d'une otage convertie

Enlevée par le groupe terroriste Al-Shabaab, Silvia Romano a été libérée, mais son retour suscite la polémique

Banderoles de bienvenue et drapeaux tricolores sur les balcons, cloches des églises sonnant à la volée: c'est toute l'Italie qui s'appretait à fêter la libération de Silvia Romano après dix-huit mois de captivité aux mains d'un groupe terroriste islamique. Mais en descendant dimanche de l'avion qui la ramenait à Rome, la jeune fille de 24 ans, recouverte de la tête aux pieds par un jilbab vert, a gelé l'enthousiasme: «Je ne m'appelle plus Silvia mais Aïcha et je me suis convertie à l'islam.»

Le sort de Silvia Romano a été une cause nationale transalpine. Membre de l'ONG Africa Milele, la jeune Italienne s'était installée à 22 ans au Kenya pour s'y occuper des orphelins. Le 20 novembre 2018, à 80 km de Malindi, elle est enlevée par un commando d'Al-Shabaab, le mouvement salafiste somalien affilié à Al-Qaïda.

La péninsule se mobilise alors pour cette jeune femme, née dans une famille milanaise modeste et catholique. À moto, puis à marche forcée dans le désert, ses ravisseurs la rapatrient en Somalie. On craint qu'elle ait été mortellement blessée dans une embuscade tendue par la police somalienne, mais des preuves de vie envoyées par ses geôliers démentent la rumeur.

Dormant par terre, Silvia n'entre en contact avec aucun autre otage et est enfermée 24 h/24. «Le premier mois a été terrible, je pleurais tout le temps.» Ses ravisseurs la changent plu-



Silvia Romano était revêtue d'un

«Je ne m'appelle plus Silvia mais Aïcha et je me suis convertie à l'islam»

Silvia Romano Ex-otage